

Art. 4. Het Secretariaat van de Beroepscommissie van het Speciaal Onderstandsfonds wordt door de administratieve diensten van de Franse Gemeenschap waargenomen.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn ondertekening.

Brussel, op 23 oktober 1985.

Voor de Executieve :
De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX
De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MONFILS

F. 86 — 46

25 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française déterminant les dispositions de base au sens de l'article 2, § 1er, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 13, §§ 3, 5 et 6;
Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n^o 4 du 18 avril 1967;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, notamment l'article 2, § 1er, 1^o;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1985 portant modification et exécution de l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française;
Vu l'avis du Comité de consultation syndicale auprès de l'Institut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;
Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, compétent en matière de personnel et de budget, donné le 6 novembre 1985;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures et de notre Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel soumis au régime institué par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1985 portant modification et exécution de l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984, précité.

Toutefois, les articles 2 à 4 ne sont applicables qu'aux membres du personnel soumis à des règles statutaires.

Art. 2. Sont considérées comme dispositions de base ayant trait au statut administratif, les règles fixant :

- 1^o les conditions auxquelles il doit être satisfait pour être recruté admis au stage ou nommé comme membres du personnel y compris les conditions de participation aux éventuels concours, examens ou épreuves préalables et les règles selon lesquelles les examens sont organisés et les programmes d'examens fixés;
- 2^o la nature et la durée du lien de service des membres du personnel;
- 3^o les droits et les devoirs des membres du personnel, les incompatibilités et interdictions ainsi que le régime des cumuls avec d'autres fonctions, emplois ou occupations;
- 4^o le régime disciplinaire;
- 5^o les mesures d'ordre;
- 6^o la responsabilité des membres du personnel;
- 7^o le régime de signalement, d'appréciation ou tout autre rapport équivalent;
- 8^o la détermination, la répartition, le classement et l'équivalence des grades, emplois ou fonctions;
- 9^o le régime de transfert, de mobilité ou de toute autre forme de réaffectation ou de mise en service des membres du personnel dans d'autres services que ceux auxquels il appartient, ainsi que le régime applicable aux membres du personnel chargés d'une mission;
- 10^o les régimes d'ancienneté;
- 11^o le régime de promotion, de changement de grade ou d'avancement de grade, de promotion par accession au niveau supérieur et tout autre régime de progression de carrière, le passage à d'autres fonctions spécialisées ou non, l'exercice de fonctions supérieures;
- 12^o les positions administratives, les circonstances qui les déterminent et leurs conséquences sur la situation des membres du personnel, en ce compris le régime des congés et des mises en disponibilité;
- 13^o le régime de travail à temps partiel;
- 14^o le régime suivant lequel il peut être mis fin au lien de service des membres du personnel ou suivant lequel ce lien peut être interrompu;
- 15^o le régime relatif aux accidents du travail, aux accidents sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles;
- 16^o les règles ayant trait à la formation du personnel.

Art. 3. Sont considérées comme dispositions de base ayant trait au statut pécuniaire :

- 1° concernant les traitements, rémunérations, salaires des membres du personnel, les règles fixant :
 - a) le droit au traitement, à la rémunération, au salaire y compris le droit à l'avancement de traitement;
 - b) le traitement, la rémunération, le salaire y compris la fixation des échelles de traitement, et le calcul de leur montant y compris les périodes qui entrent en considération pour leur fixation;
 - c) l'octroi de traitement, rémunération, salaire garanti;
 - d) les modalités de paiement, rémunération ou salaire et notamment la fixation du moment du paiement;
 - e) la protection des traitement, rémunération, salaire;
 - f) les modalités de la liaison des traitement, rémunération, salaire à l'indice des prix à la consommation ou à tout autre étalon;
- 2° concernant les indemnités, allocations de toute nature et avantages en nature accordés aux membres du personnel, les règles fixant :
 - a) les bénéficiaires;
 - b) les conditions de leur octroi;
 - c) leur montant;
 - d) leur protection;
 - e) les modalités de la liaison à l'indice des prix à la consommation ou à tout autre étalon.
- 3° les réglementations relatives aux retenues sur traitement, rémunération, salaire, indemnité et allocation.

Art. 4. Sont considérées comme dispositions de base ayant trait au régime de pensions, les règles fixant :

- 1° le champ d'application;
- 2° les catégories d'ayants droit;
- 3° l'âge de la retraite;
- 4° les conditions d'ouverture du droit à la pension;
- 5° le calcul du montant de la pension, y compris le revenu à prendre en considération, les tantièmes et les périodes à prendre en considération;
- 6° les avantages complémentaires auxdites pensions en ce compris les allocations et indemnités de toute nature;
- 7° la protection des pensions;
- 8° les modalités de la liaison à l'indice des prix à la consommation ou à toute autre étalon.

Art. 5. L'article 2, § 1er, 1°, alinéa 1er, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, est complété comme suit :

« f) au recrutement du personnel temporaire ou auxiliaire engagé sous contrat de travail. »

Art. 6. Sont considérées comme dispositions de base ayant trait aux relations avec les organisations syndicales :

- 1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française;
- 2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1985 portant modification et exécution de l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984;
- 3° les dispositions prises par l'Exécutif de la Communauté française visant à compléter, à modifier ou à assurer l'exécution des arrêtés repris sous les points 1 et 2;
- 4° les règles d'octroi et de paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel des organismes dépendant de la Communauté française.

Art. 7. Sont considérées comme dispositions de base ayant trait à l'organisation des services sociaux, les règles fixant :

- 1° le fonctionnement et le mode de gestion;
- 2° la détermination des bénéficiaires;
- 3° le cadre général des missions et des activités des services sociaux.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur, pour chacun des organismes visés à l'article 1er du même arrêté, le trentième jour qui suit la date de publication au *Moniteur belge* de la liste visée à l'article 35, alinéa 3, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1985 portant modification et exécution de l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984, organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française.

Art. 9. Notre Ministre chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 novembre 1985.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,
Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,
R. URBAIN

VERTALING

N. 86-46

25 NOVEMBER 1985. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot bepaling van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, van het besluit van de Executieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 13, §§ 3, 5 en 6;

Gelet op de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op artikel 2, § 1, 1^o;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 15 maart 1985 houdende wijziging en uitvoering van het besluit van de Executieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies bij het Instituut van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, bevoegd inzake personeel en begroting, gegeven op 6 november 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen en van onze Minister van Sociale Zaken,

Besluiten :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de personeelsleden die onderworpen zijn aan de regeling ingesteld bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren en bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 15 maart 1985 houdende wijziging en uitvoering van het voornoemde besluit van de Executieve van 5 april 1984.

De artikelen 2 tot 4 zijn echter slechts toepasselijk op de personeelsleden die aan statutaire regelen onderworpen zijn.

Art. 2. Beschouwd worden als grondregelingen inzake het administratief statuut, de regelen tot vaststelling van :

1^o de voorwaarden die vervuld moeten worden om geworven, tot de stage toegelaten of benoemd te worden als personeelslid, met inbegrip van de voorwaarden voor de deelneming aan de eventuele vergelijkende examens, examens of voorafgaande tests en de regelen volgens welke de examens georganiseerd en de examenprogramma's vastgesteld worden;

2^o de aard en de duur van het dienstverband van de personeelsleden;

3^o de rechten en de plichten van de personeelsleden, de onverenigbaarheden en verboden alsmede het stelsel van de cumulatie van andere ambten, betrekkingen of bezigheden;

4^o de tuchtregeling;

5^o de ordemaatregelen;

6^o de aansprakelijkheid van de personeelsleden;

7^o de regeling inzake beoordeling of elk daarmee gelijkgesteld verslag;

8^o de bepaling, de verdeling, de rangschikking en de gelijkstelling van de graden, betrekkingen of ambten;

9^o de regeling inzake overplaatsing, mobiliteit of iedere andere vorm van wedertewerkstelling of werving van personeelsleden in andere diensten dan die waarvan ze deel uitmaken, alsmede de regeling die toepasselijk is op de personeelsleden belast met een opdracht;

10^o de anciënniteitsregelingen;

11^o de regeling inzake bevordering, verandering van graad of verhoging in graad, of inzake bevordering door overgang naar het hoger niveau, en elke andere regeling inzake vooruitgang in de loopbaan, de overgang naar andere al dan niet gespecialiseerde ambten, de uitoefening van hogere ambten;

12^o de administratieve standen, de omstandigheden die ze bepalen en de gevolgen ervan op de toestand van de personeelsleden, met inbegrip van de regeling inzake verlof en beschikbaarheid;

13^o de regeling inzake deeltijdarbeid;

14^o de regeling volgens welke er een einde aan het dienstverband van de personeelsleden gemaakt kan worden of volgens welke dit verband onderbroken kan worden;

15^o de regeling inzake arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar en van het werk en inzake beroepsziekten;

16^o de regelen met betrekking tot de opleiding van het personeel.

Art. 3. Beschouwd worden als grondregelingen inzake de bezoldigingsregeling :

1^a betreffende de wedde, de bezoldiging, het loon van de personeelsleden, de regelen tot vaststelling van :

a) het recht op de wette, de bezoldiging, het loon, met inbegrip van het recht op weddeverhoging;

b) de wedde, de bezoldiging, het loon, met inbegrip van de weddeschalen, en de berekening van het bedrag ervan, met inbegrip van de periodes die voor de vaststelling ervan in aanmerking komen;

- c) de toekenning van de wedde, de bezoldiging, het gewaarborgd loon;
 - d) de wijze van uitbetaling van de wedde, de bezoldiging of het loon, inzonderheid het ogenblik van deze uitbetaling;
 - e) de bescherming van de wedde, de bezoldiging, het loon;
 - f) de nadere regelen voor de koppeling van de wedde, de bezoldiging, het loon aan het indexcijfer van de consumptieprijzen of aan onverschillig welke andere maatstaf;
- 2° betreffende de vergoedingen, toelagen van alle aard en voordelen in natura toegekend aan de personeelsleden, de regelen tot vaststelling van :
- a) de gerechtigden;
 - b) de voorwaarden voor hun toekenning;
 - c) hun bedrag;
 - d) hun bescherming;
 - e) de nadere regelen voor de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen of onverschillig welke andere maatstaf;
- 3° de regelingen betreffende de inhouding op de wedde, de bezoldiging, het loon, de vergoeding en de toelage.

Art. 4. Beschouwd worden als grondregelingen inzake de pensioenstelsels, de regelen tot vaststelling van :

- 1° de werkingsfeer;
- 2° de categorieën van gerechtigden;
- 3° de pensioengerechtigde leeftijd;
- 4° de voorwaarden voor het verkrijgen van de aanspraak op het pensioen;
- 5° de berekening van het bedrag van het pensioen, met inbegrip van het in aanmerking te nemen inkomen, de tantièmes en de perioden die in aanmerking genomen dienen te worden;
- 6° de voordelen naast die pensioenen met inbegrip van de toelagen en vergoedingen van alle aard;
- 7° de bescherming van de pensioenen;
- 8° de nadere regelen voor de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen of aan onverschillig welke andere maatstaf.

Art. 5. Artikel 2, § 1, 1°, lid 1, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt aangevuld als volgt :

* f) de werving van het tijdelijk personeel of het hulppersoneel dat onder arbeidscontract in dienst wordt genomen. »

Art. 6. Beschouwd worden als grondregelingen inzake de betrekkingen met de vakorganisaties :

- 1° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;
- 2° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 15 maart 1985 houdende wijziging en uitvoering van het besluit van de Executieve van 5 april 1984;
- 3° de maatregelen genomen door de Franse Gemeenschapsexecutieve tot aanvulling, wijziging of uitvoering van de sub 1 en 2 bedoelde besluiten;
- 4° de regelen voor de toekenning en de uitbetaling van de vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de instellingen die ressorteren onder de Franse Gemeenschap.

Art. 7. Beschouwd worden als grondregelingen inzake de organisatie van de sociale diensten, de regelen tot vaststelling van :

- 1° de werking en de beheerswijze;
- 2° de bepaling van de gerechtigden;
- 3° het algemeen kader van de opdrachten en de activiteiten van de sociale diensten.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking, voor elk van de bij artikel 1 van hetzelfde besluit bedoelde instellingen, op de dertigste dag die volgt op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de lijst bedoeld bij artikel 35, lid 3, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 15 maart 1985 houdende wijziging en uitvoering van het besluit van de Executieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Art. 9. Onze Minister belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 november 1985.

De Minister-Voorzitter, belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen,
Ph.-MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,
R. URBAIN